

des fourmis



ÉCHOS DES SERVICES

Néonats et réa néonats,
stérilisation Trousseau,
Urgences Trousseau,

•
PSYCHIATRIE, LE BOND EN ARRIÈRE P. 5

•
CONGÉS BONNIFIÉS P. 7

•
DISPONIBILITÉS DANS LA FPH P. 8

•
NOS RETRAITES À LA DIET P. 9

•
PROCÈS FRANCE TÉLÉCOM P. 10

PAS DE DÉNI DE REALITÉ POUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Il n'y a rien de plus pathétique qu'un gouvernement qui, le lendemain de son échec à faire barrage à l'extrême-droite, s'active dans tous les sens pour dire contre tout sens élémentaire de logique : « ce n'est pas une défaite, nous devons accélérer les réformes ».

Après plus de 6 mois de lutte des Gilets Jaunes, après des années de mobilisation dans les services publics, dans les hostos, dans les EHPAD, après les contestations massives contre les politiques anti-écologiques, après le rejet de la précarisation du monde du travail, contre la casse du code du travail, Macron et son monde a tout compris, il continue sans rien changer.

Que ses politiques brisent, violentent, broient, dévalorisent, ça le préoccupe autant qu'une garde à vue abusive un 1er mai.

Que l'illégitimité des contre-réformes qu'il tente d'imposer (santé, statuts de la fonction publique, retraites par point) n'ont d'égal que leur nuisance sociale, ça le détend comme un maire des Hauts-de-Seine devant un juge anti corruption.

Au final, ses politiques de libéralisation, de privatisation, de cadeaux permanents au MEDEF et aux actionnaires font le lit du racisme, du nationalisme et fait grimper le Front National Rassemblement National. Ça va finir par se voir que ces gens-là roulent dans le même bateau capitaliste et autoritaire. Certains épluchent les ognons, les autres pleurent.

De plus en plus nombreux·ses sont celles et ceux à avoir le sentiment d'une catastrophe imminente qui approche. Au boulot, dans nos vies privées (salaires, carrières, retraites, protection sociale), c'est de pire en pire. Écologiquement, toutes les alarmes sur le dérèglement climatique galopant et l'extinction du vivant clignotent en rouge écarlate.

Contre toutes ces plaies, des résistances s'organisent. C'est peu de le dire que de l'énergie pour changer la société il y en a, des lycéen·nes se mobilisant massivement contre la catastrophe écologique, aux collègues des services des hostos, comme celles et ceux des urgences partout en France, en passant par toutes les Gilet·es Jaunes qui font éclater une colère et des revendications (chèrement payées en terme de répression) pour plus de justice sociale et écologique.

Comme nos camarades de SUD PTT qui ont participé activement à traduire devant la justice les responsables du management meurtrier de la privatisation effrénée de France Télécom, dont le procès se déroule en ce moment, on ne lâche rien. Toutes et tous ensemble dans les luttes et les résistances partout où elles existent et sont nécessaires.

CAR FOURMIS ÉCOLOS, FONCTIONNAIRES, DE L'HOSTO, UNISSONS-NOUS. SEUL·ES ON NE PEUT RIEN, ENSEMBLE ON PEUT TOUT.

SUD SANTÉ SOCIAUX CHU DE TOURS

Bretonneau: 7 37 62

Trousseau: 7 84 17

Portable : 06 15 08 62 22

Mail: sudsantesociaux37@gmail.com

Site: www.sudsantesociaux37.org

Fb : « SUD Santé Sociaux CHU de Tours »



RAS LA COUCHE !!!

Depuis le 6 mai dernier, les services de néonatalogie sont en grève. Pourtant, tout devait bien se passer, le bâtiment avait été inauguré en grandes pompes et avec tout le gratin. Mais voilà un bâtiment neuf ne fait pas tout. Et quand le personnel n'est pas en nombre suffisant ça coince !

Pourtant les collègues se sont démenés pour le déménagement de leur service. Ils et elles sont revenus sur leurs repos. Mais c'est là où le bât blesse : la direction n'est pas en mesure de leurs rendre ces repos.

Par conséquent la fatigue s'installe et, en toute logique, les arrêts s'enchaînent. Sans compter que cette direction n'a aucunement anticipé les congés maternités. Là encore, on demande aux agents de revenir sur leurs repos, on accumule les heures supplémentaires, on refuse les formations.

Et au final on ferme des lits, pourtant précieux, faute de personnel en nombre suffisant. 2 lits ont été fermés, mais des enfants ont quand même été pris en charge lorsque

se fut nécessaire.

LES COLLÈGUES CRAQUENT.

Malgré les nombreuses dénonciations de leur situation dans le cadre de leur grève, la direction n'a apporté aucune solution pérenne, si ce n'est que les agents à temps partiels sont passés temporairement à 100%.

Donc la question se pose, que faut-il faire pour que notre hiérarchie Écoute, avec un grand É, les revendications des collègues ? Qu'elle agisse pour l'amélioration des conditions de travail et non l'inverse ?

Il est grand temps que tous les services s'allient pour se faire entendre. Car demain la direction nous prévoit un nouvel hôpital, dans un bâtiment tout neuf, mais sans personnels en nombre suffisant pour y travailler. C'est tous ensemble qu'on organise la lutte !!!



PAPRI Pact, ou PRIS... POUR LE PARC

Le budget du PAPRI Pact sert à améliorer les conditions de travail et à prévenir des risques sur les troubles musculo-squelettiques en terme d'ergonomie pour tous les agents.



LA DIRECTION A DÉCIDÉ D'UN NOUVEL ACHAT EN SE SERVANT DE L'ARGENT RÉSERVÉ AU PAPRI Pact.

Des tables de pique-nique ont été installées près de la

DSTP (Direction des Services Techniques et Patrimoine) à Trousseau.

Vous êtes tous et toutes invité-es à vous y rendre pour votre pause déjeuner, afin d'améliorer vos conditions de travail et prévenir tous les risques liés à nos

exercices professionnels.

Ces détournement pourraient se poursuivre... Qui sait bientôt « Hosto plage » pour 2020 !!!

STÉRILISATION EN GRÈVE



Un préavis de grève reconductible a été déposé pour l'ensemble du personnel du service de la stérilisation de Trousseau.

LA DEMANDE DES AGENTS EST UNE REVALORISATION

SALARIALE À LA VUE DES COMPÉTENCES ACQUISES ET DE LA RESPONSABILITÉ ACTUELLE.

En effet depuis plusieurs années et suite à la restructuration des blocs de Trousseau, les IBODE n'effectuent plus la

recomposition des boîtes d'instrumentation ni des plateaux. Cette tâche est attribuée aux agents de la stérilisation sans aucune reconnaissance statutaire ni salariale.

Une montée en charge va avoir lieu très prochainement sur la recomposition des boîtes du bloc ortho, donc une organisation de travail modifiée.

Les agents sont mobilisés et soutenu par SUD. Suite à la première réunion de négociation, les collègues sont en attente du taux de prime insalubrité décidée suite à leur mobilisation.

GAMES DU TRONE

Un lundi ordinaire de CTE, l'équipe SUD s'installe dans la salle où doit se tenir l'instance. Mais ordinaire n'est pas l'adjectif qui va qualifier la mise en route de séance.



En effet, notre président de séance semble particulièrement agité ce jour-là. On dirait le traumatisme scolaire qui ressurgit, où le maître plaçait les bon·nes élèves devant, et les cancre au fond de la classe (surtout quand l'école primaire n'est pas si loin !). Le rouge aux joues, le directeur invective et ordonne aux représentant·es de se replacer autour de la table afin qu'il bénéficie d'une vue panoramique de toute l'assemblée. Les menaces fusent. Si les mauvais·es élèves n'obéissent pas sur le champ, il y aura sanction : punis, assis sur ta chaise et tais-toi !

Ainsi comme des trublions que nous sommes aux yeux de la direction, les représentant·es du personnel ont été invité·es à se replacer comme le souhaitait la présidence du CTE. Soucieux·ses de la santé de notre président du jour, nous accédons à sa demande et devant notre fausse bonne volonté, la colère tombe. Pourtant, il ne faut pas croire que nous allons laisser M le Directeur se comporter comme un chef de classe. C'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales vote pour un déménagement de la direction en bout de table.

Pour SUD, afin qu'il s'en remette, nous lui conseillons de manger cinq fruits ou légumes par jour pour retrouver la banane, ne pas perdre la pêche sans pourtant prendre le melon. Cela ne peut être que bénéfique pour son moral, surtout si on commence par une pomme chaque matin !

LES URGENCES EN ETAT DE CHOC !!!

Il y a un peu plus d'un an, les Urgences de Trousseau étaient en grève suite à deux décès survenus dans la salle d'attente. Malheureusement, il aura fallu ces événements dramatiques pour que la direction se décide à enfin augmenter les effectifs longuement réclamés par les collègues.

Depuis le 22 mai ce sont les urgences pédiatriques qui ont « attrapé la grève ». Là aussi, manque d'effectif, destruction des conditions de travail. Mais c'est partout en France que les services d'urgences tirent la sonnette d'alarme.

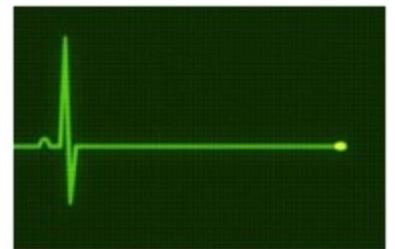
LA SOUFFRANCE EST MANIFESTE ET ELLE PORTE SUR DEUX GRANDS AXES.

Le premier : la difficulté d'accès aux soins pour les usager·es, y compris dans les grandes villes, conséquence de la destruction progressive de l'hôpital public par nos ministères. Pour tous celles et ceux qui n'ont plus de médecin, les urgences restent les seuls services qui accueillent et prennent en charge sans distinction, 24h/24 et 7j/7.

Le second axe : les restrictions budgétaires drastiques imposées aux CHU. Chaque année, les moyens alloués aux hôpitaux sont en baisse. La multiplication des restructurations des services d'hospitalisation avec la fermeture des lits font des urgences un entonnoir. De ce fait, le nombre de passages augmente journallement mais la possibilité de se faire hospitaliser s'amenuise.

C'est l'alchimie parfaite pour un cocktail explosif ! Le stress des usager·es, les délais d'attente interminables font augmenter l'agressivité (verbale voire physique). Et le

manque de moyen (en personnel et en lit) font que les collègues fatigué·es, n'en peuvent plus et s'usent chaque jour davantage au travail.



À tout cela s'ajoute le mépris de nos tutelles qui minimisent la dégradation de nos conditions de travail et continuent à vouloir saborder nos hôpitaux.

L'AP-HP (Hôpitaux de Paris) a allumé la mèche et a appelé tous les services d'urgence du pays de les soutenir. Cette demande n'a pas tardé à faire écho et chaque jour une nouvelle ville rejoint la grève. Ce que les collègues réclament est simple : une reconnaissance de leur travail avec une augmentation de salaire, une augmentation des effectifs titulaires et enfin l'arrêt de la fermeture des lits.

C'EST POURQUOI, L'ENSEMBLE DES ÉQUIPES DES URGENCES DE TROUSSEAU ONT COMMENCÉ UNE GRÈVE DEPUIS LE 10 JUIN ET SOUTIENNENT LE MOUVEMENT NATIONAL INTER-URGENCES.

Il est urgent d'agir tou·tes ensemble, pas seulement les urgences mais tous les services de soins. Ils veulent faire du FRIC, nous on veut SOIGNER. Aujourd'hui ce sont tous les services d'urgences qui se rassemblent. Demain ce sont tous les hôpitaux qui doivent se rassembler. Ne les laissons pas détruire l'hôpital !!!

L'écho

des fourmls

PSYCHIATRIE, LE GRAND BOND EN ARRIÈRE

Malgré une impression de ronronnement au CHU, ça bouge en psychiatrie.

Le début de l'année 2019 a été marqué par une forte mobilisation de soignant-es et d'usager-es refusant la dégradation massive de la psychiatrie et les manques de moyens. Dans le même temps ce sont les politiques régressives d'enfermements et de contentions à tous les étages qui sont dénoncées et combattues.

En Indre et Loire, on pourrait avoir tendance à l'oublier car pris avec le reste, les grands projets pour le pôle de psychiatrie sont toujours d'actualité.



LA PSY FAIT SA COMM

En pleine période de communication sur l'ensemble du nouvel hôpital Trousseau, la psychiatrie aussi fait sa pub dans les médias, et des médecins du CHU s'y colle. Ça nous permet, alors qu'on n'entend plus parler de rien, de faire à nouveau le constat de ce qu'ont en tête les têtes pensantes de la psychiatrie du CHU.

Dans l'article de la NR du 13 mai 2019, « une évolution importante des soins en psychiatrie », le Dr Camus nous livre donc un programme stratégique qui fait rêver...

« LA PSYCHIATRIE EST UNE SCIENCE, IL FAUT ÊTRE SPÉCIFIQUE »

On l'avait déjà dénoncé lors du groupe de travail médecins/cadres sensé donner des pistes dans le cadre du regroupement de tous les services de psychiatrie à Trousseau. Ce qu'il faudrait faire, ce sont des services par pathologie.

Fini la logique de secteur, où le soin prend son sens dans le long terme, par des équipes circulant entre l'intra et l'extra-hospitalier, au cœur de la ville et donc proche des lieux de vie.

La logique est celle d'une psychiatrie scientifique, qui fait de la

recherche, et a donc besoin, pour faciliter le travail, de cohortes de patient-es homogènes. Cette vision refuse la complexité d'un soin basé sur la rencontre, la confiance, la patience, l'attention.

ARNAQUE : LA POLITIQUE DE SECTEUR DÉVELOPPÉE DANS LES ANNÉES 1960, CE N'EST PAS L'AMBULATOIRE QU'ON NOUS VEND AUJOURD'HUI.

Continuer à fermer des lits d'intra (40 annoncés dans le futur projet) c'est continuer les politiques de réduction de moyens menées depuis 30 ans. Ce sont ces mêmes décisions qui majorent l'exclusion, la précarité et la souffrance liées à la folie.

Ces fermetures sont imposées au lieu de défendre un accueil inconditionnel partout de la maladie mentale. Seules des politiques menées dans ce sens seraient à même de créer les conditions d'une anti-exclusion, alors que l'exclusion est une des conséquences principales de la folie.

PARCOURS DE SOINS ET AMBULATOIRE : LE DISCOURS DU MINISTÈRE

Quand on lit que la solution est dans le recours à la médecine générale, et à la multiplication des soins à domicile renforcés, on ne peut être que frappé par la proximité théorique entre les ministères de la santé et de Dr Camus. En plein dans les arguments et éléments de langage officiels de la réforme de Buzyn.

Bien sûr qu'il faut développer des moyens, plus de personnels mieux formés, des dispositifs créatifs. Depuis le temps qu'on tape sur la psychiatrie...



MAIS LA DIRECTION ET L'ARS NOUS PRÉPARE SEULEMENT À FAIRE AVEC MOINS. TOUS LES AUTRES ARGUMENTS SERVENT À FAIRE AVALER LE SÉDATIF POUR QU'ON SE TIENNE TRANQUILLES.

Comme le dit le Dr Camus dans un touchant élan de compassion « nos équipes sont dans des conditions très difficiles » (observons la marque de possession à notre rencontre) avant de se reprendre « mais sont aussi très motivées pour s'emparer

d'opportunités nouvelles ».

ODE À LA SCIENCE ET AU GRAND BOND EN ARRIÈRE QUI NOUS ATTEND.

Car c'est de moyens humains dont les patient·es et les soignant·es ont cruellement besoin. De temps d'écoute et d'accueil alors que les CMP sont engorgés et ne peuvent plus recevoir de nouvelles demandes. De présences et d'accompagnements alors que les équipes de secteurs ont de plus en plus de patient·es à suivre, et où les suivis se terminent en situation de crise aux urgences qui n'ont

pas les lits pour les hospitalisations. De disponibilité alors que les équipes d'intra croulent sous l'administratif, la gestion de l'enfermement et des conséquences d'un système de santé qui craque de partout.

Organisons nous pour des soins de qualité, émancipateurs, car vue les annonces, si nous laissons faire, il faudra être prêt·es à subir avec les patient·es le grand bond en arrière.

ODE AUX CLEFS

Lorsque le soin passe de plus en plus souvent par l'enfermement, nos clefs deviennent des outils omniprésents. Mais que se passe-t-il dans la relation, lorsqu'on passe nos journées à mettre des tours de clefs? Luttons contre la politique de la fermeture, et la toute puissance de la serrure.

PEUT-ÊTRE QU'ELLE EST LÀ LA CLEF ?

Elles sont présentes à temps plein. Bien souvent dans nos poches.

Parfois elles se reposent sur une table en attendant qu'une âme charitable veuille bien s'en occuper.

Indispensables aux soignant·es et tout personnel travaillant en psychiatrie, elles leur permettent d'acquérir une liberté de mouvement que les patient·es n'ont pas.

Elles donnent aussi le pouvoir de décider du mouvement des patient·es.

Elles peuvent les réveiller et leur rendre leur liberté.

Souvent leur utilisation peut sembler rendre la relation plus simple.

Si nous les perdons, un sentiment de détresse nous envahit.



Elles peuvent être malmenées et parfois finir entre des mains qui voudront en profiter pour utiliser leur pouvoir.

ELLES SONT SURTOUT RÉVÉLATRICES D'UNE POLITIQUE DE L'ENFERMEMENT DONT NOUS NE SORTONS PLUS.

La contrôlée générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) a d'ailleurs récemment tiré la sonnette d'alarme et cette clef symbolique en est la conséquence.

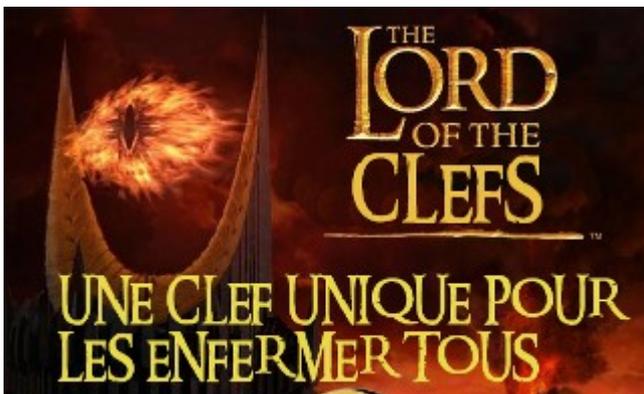
Dans tout service de psychiatrie, ainsi qu'aux urgences, le manque de temps et de formation rend cette clef si puissante dans nos mains.

Elle nous préserve de toute observation en fermant des portes contre d'autres portes.

Seul un papier signé de la main du médecin permet aux patient·es d'avoir le sésame de la liberté pour une heure comme pour 48.

Comme un totem, toute personne ne la possédant pas, peut se sentir exclue de toute équipe soignante.

Restons soignant·es, et non uniquement enfermant·es. Résistons à l'appel d'un objet faisant de nous des puissant·es, des êtres décidant du destin des patient·es. Car alors l'illusion d'être dans une relation soignante disparaît par enchantement.



CONGÉS BONIFIÉS : LES ULTRAMARAINS EN COLÈRE

Le gouvernement Macron a ouvert des pseudos négociations concernant les congés bonifiés des ultramarins travaillant en métropole. Un Décret et une Circulaire d'application devraient sortir en juillet 2019.

LA RÉGLEMENTATION PRÉVOIT POUR LE MOMENT :

- ◆ 65 jours de congés soit 35 + 30 jours de Bonification tous les 3 ans
- ◆ Le versement d'une prime de vie chère (fiscalisée)
- ◆ La prise en charge du billet d'avion

Pour mémoire : dans les années 60, le gouvernement de l'époque a promis aux Domiens (personnes originaires des Départements d'Outre-Mer) un bel avenir dans l'hexagone avec formation et emploi à la clé. Ce vaste déplacement de population est orchestré par le BUMIDOM (Le Bureau pour le développement des Migrations dans les Départements d'Outre-Mer).

La réalité sera autrement plus décevante pour les déplacés, et les congés bonifiés déjà octroyés aux hexagonaux travaillant dans les DOM ne seront accordés aux Domiens qu'à l'issue de plusieurs années de lutte le 26 Mars 1978.

LE PROJET DU GOUVERNEMENT SERAIT DE SUPPRIMER LE CONGÉ BONIFIÉ DE FAÇON DISCRIMINATOIRE.

Cela signifie pour les personnels concernés la non prise en compte du déracinement dont ils et elles sont victimes, la casse des liens familiaux, moraux et culturels et la négation de leur histoire.

Les agents originaires de l'Outre-Mer s'opposent à cette réforme des congés bonifiés et demandent le maintien du décret de 1978. Ils et elles dénoncent le prétexte fallacieux de la désorganisation des services avancé par le



gouvernement pour justifier la suppression de ces 30 jours de bonification dont lui seul est pourtant le responsable.

À l'évidence, c'est parce que ce gouvernement amplifie l'austérité budgétaire en privant toujours plus les services publics des moyens et des emplois nécessaires à l'exercice des missions que le remplacement des agents en congés bonifiés devient de plus en plus difficile.

À l'opposé des orientations gouvernementales contre les droits des originaires de l'Outre-Mer, les agents demandent :

- ◆ L'arrêt de la suppression de la bonification des 30 jours,
- ◆ Le maintien de la sur-rémunération versée pendant le séjour,
- ◆ Le maintien de la prise en charge des frais de transport par les employeurs.

Le 28 mars, ils et elles étaient 1500 pour crier devant Bercy : « c'est non ! », soutenu par SUD Solidaires, FO et CGT. À suivre. Pour SUD Solidaires, outre d'abandon de la réforme, il faut l'extension de ces droits aux dizaines de milliers d'auxiliaires et de contractuel·les et aux générations nées en métropole.

TOUT POUR CONNAÎTRE SES DROITS ET LES DÉFENDRE AVEC SUD

POUT TOUT CONNAÎTRE SUR NOS DROITS DANS LA FPH.

La prochaine formation « Vos Droits » aura lieu à Bretonneau le 5 décembre 2019. À mettre dans vos agendas pour pouvoir vous inscrire en temps et en heure.



Et pour être incollable et ne rien lâcher sur nos salaires et notre fiche de paie, nous mettons à jour nos brochures « Salaire et fiche de paie dans la FPH » et « Grilles indiciaires de la FPH »

Demandez nous les vôtres !!!



INFO CGOS, LES MODIFICATIONS POUR LES DÉPARTS À LA RETRAITE

PRESTATION DÉPART À LA RETRAITE :

Voici les dernières modifications pour les prestations CGOS.

Au conseil d'administration du 15 mai 2019, l'ensemble des syndicats et des représentant-es des employeurs ont validé les nouvelles modalités de versement de la prestation départ à la retraite (sous réserve



d'accord du ministère) et ce à partir 2020.

En effet les montants versés varieront en fonction de l'indice majoré (IM) de l'agent lors de son départ à la retraite.

Tranches d'indice de l'agent et montants forfaitaires par année de service :

- ◆ indice inférieur à 490 = 53 euros
- ◆ indice entre 490 et 750 = 48 euros
- ◆ indice supérieur à 750 = 43 euros

DISPONIBILITÉ DANS LA FPH

Le Décret n° 2019-234 du 27 mars 2019 est venu modifier les règles de disponibilité dans la FPH. Voici ce qui change.

DURÉE MAXIMUM DE DISPONIBILITÉ

Les disponibilités pour convenance personnelle seront possibles pendant 10 ans sur l'ensemble de la carrière.

Par contre, un agent doit reprendre au maximum au bout de 5 ans et pendant au moins 18 mois de service



effectif avant de pouvoir éventuellement poursuivre sa disponibilité.

DRÔIT À AVANCEMENT CONSERVÉ

Un agent en disponibilité conservera le droit à avancement d'échelon et au droit à avancement de grade à condition d'exercer une activité professionnelle salariée ou indépendante, à condition de justifier tous les ans de rémunérations minimum :

- ◆ Pour une activité salariée, une quotité de travail minimale de 600 heures par an.
- ◆ Pour une activité indépendante, un revenu brut annuel permettant de valider quatre trimestres d'assurance vieillesse.

Les justificatifs sont à fournir tous les ans pour conserver ce droit à avancement.

À garder de côté pour vos prochaines demandes.

2^{ÈME} DISCUSSIONS-PARTAGES FÉMINISTES

PROPOSÉES PAR LE RÉSEAU FÉMINISTE 37

LE JEUDI 27 JUIN À PARTIR DE 18H30.
AU CENTRE SOCIAL PLURIELLES AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE AU QUARTIER SANITAS

Le Réseau Féministe 37, auquel participe SUD santé sociaux, propose un 2^{ème} rendez-vous pour donner une suite aux échanges entamés après la manifestation du 8 mars dernier.

Les discussions engagées avaient porté sur les sujets suivants : *les femmes dans la culture, les médias, la publicité ; genres-classes-races-sexualités (féminisme et intersectionnalité) ; femmes à l'université et au lycée ; solidarité entre femmes.*

SUD du CHRU de Tours - mai/juin 2019



LIBRE À NOUS DE LES POURSUIVRE OU D'EN CHANGER.

Un repas sera partagé sur place.

Contact : reseaufeministe37@gmail.com

L'écho

des fourmls

DÉMONTAGE DE NOTRE RÉGIME : LA RETRAITE À LA DIET' !

Ca y est ... Nous y sommes au moment où il faudra de nouveau lutter pour nos retraites. En Juillet prochain, Delevoye, le « Haut commissaire à la casse des retraites » présentera la contre Réforme des retraites et « d'universalisation » des régimes.

HA ça ! Au régime il va falloir s'y coller et de force. Car cette absurdité n'a rien d'universalisant, bien au contraire ! Ce projet est injuste et baissera considérablement le niveau des pensions.

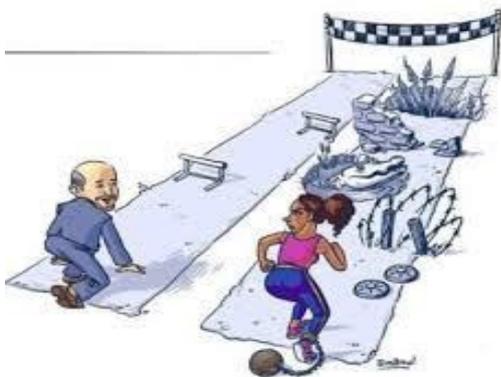
En démantelant notre système solidaire et équitable (bien sûr améliorable car attaqué sans relâche depuis 70 ans) de répartitions de retraites, notre gouvernement cherche à privatiser, et encore et toujours économiser sur le dos des salarié-es, et des fonctionnaires en particulier.

ACTUELLEMENT, LES PENSIONS DU FONCTIONNAIRE SONT CALCULÉES SUR LES 6 DERNIERS MOIS. C'EST LE PRINCIPE DU SALAIRE CONTINUÉ À VIE (POUR UNE CARRIÈRE COMPLÈTE, CE QUI EST DE PLUS EN PLUS DIFFICILE AVEC LES CONTRE-RÉFORMES AUGMENTANT LE NOMBRE DE TRIMESTRES).

Le projet sera de les calculer sur toute la carrière, primes comprises, ce qui baissera naturellement le niveau des pensions, et pénalisera les travailleurs et travailleuses les plus vulnérables.

Les périodes de chômage, de maladie ou de congés parentaux ne seront ni inclus dans le calcul des pensions ni compensées.

De plus, majoritairement présentes en catégorie C et concernées en premier lieu par les processus sociologiques, les femmes qui sont victimes d'inégalité de salaires et de retard dans l'avancement de leur carrière seront de nouveau défavorisées.



Un pas de plus en arrière dans la lutte pour l'équité entre les hommes et les femmes... Un pas de plus en avant dans la politique hypocrite du gouvernement à ce sujet.

LE GOUVERNEMENT ESSAIE DE NOUS FAIRE AVALER LA PILULE EN VOUS VENDANT UN SYSTÈME « ÉGALITAIRE » À POINT.

Le calcul des retraites se fera aussi en fonction d'un point indiciaire variable. C'est l'arme de destruction massive du système de retraite !



Selon le Conseil d'Orientation des Retraites dans un de ses rapports :

« La contrepartie monétaire de ses points n'est connue qu'à la date de sa liquidation, en fonction de la valeur de service du point à cette date. »

L'OBJECTIF DES AJUSTEMENTS EST DE FAIRE BAISSER LES RETRAITES GRÂCE AU POINT D'INDICE.

Ceci à LEUR bon vouloir, selon LEUR estimation du déficit du système de retraite, que ce soit pour des raisons démographiques ou économiques.

Ainsi il sera presque impossible de savoir à quel moment partir à la retraite, ni à quel niveau de pension.

Si nous avons un doute sur le fait d'avoir une vie décente après le travail, eux ne s'en soucient pas ! Dans tous les pays où le système de retraite est basé sur ce système, les pensions de retraite ont été nettement baissées.

À SOLIDAIRES NOUS ESTIMONS À 25% LA BAISSER DU NIVEAU DES PENSIONS DE RETRAITE À L'APPLICATION DE LA CONTRE RÉFORME.

Dès à présent il est important de se battre pour :

- ◆ La défense des acquis sociaux,
- ◆ La progression sociale des plus vulnérables
- ◆ Pour la justice et l'équité; et le nivellement par haut du calcul des retraites en se basant sur les systèmes qui nous sont à toutes et tous sont les plus favorables,
- ◆ L'augmentation massive des salaires et des cotisations sociales,
- ◆ La retraite à taux plein à 55 ans, 100% du dernier salaire net pour la retraite.

1ER MAI : C'EST QUOI C'T'HISTOIRE ?

Le 1^{er} mai qu'est-ce que c'est ? La fête du travail, NON !

La journée des droits des travailleur·ses, OUI !!!

A l'heure d'une dévalorisation constante de la force de travail des salarié·es ainsi que la remise en cause latente des acquis sociaux chèrement gagnés, petit focus sur une histoire de la lutte ouvrière.

LES ORIGINES : UN COMBAT DU MOUVEMENT OUVRIER POUR LA JOURNÉE DE 8H À CHICAGO

Le 1^{er} mai 1886 la grève générale est décrétée à Chicago suivie par près de 340 000 salarié·es paralysant 12 000 usines à travers les Etats-Unis, avec pour revendication la journée de 8 heures.

Le 3 mai, une manifestation de grévistes est violemment réprimée par la police qui tire sur les manifestant·es faisant 6 morts et 50 blessé·es.

Le 4 mai, au cours d'une marche de protestation à Haymarket Square et alors que les manifestant·es se dispersent, une bombe explose et les policiers tirent sur les manifestant·es. 5 syndicalistes anarchistes seront désignés coupables et condamnés à mort, 3 à perpétuité malgré la reconnaissance de leur innocence en 1893.

C'est en 1889, lors du deuxième congrès de l'Internationale Socialiste, qu'est décidé d'instaurer le 1^{er} mai comme « journée internationale des travailleurs » en hommage aux événements de Chicago, symbole de la



mobilisation et du combat du mouvement ouvrier afin d'obtenir la journée de 8 heures. Un slogan « 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos »

LE 1^{ER} MAI EN FRANCE ET LA JOURNÉE DE 8 HEURES EN FRANCE

Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, petite ville du nord de la France une manifestation pacifique est ensanglantée par les balles de la police qui tire à bout portant sur la foule. Parmi les victimes, 8 ont moins de 21 ans.

Le 1^{er} mai 1906, la revendication de la journée de 8 heures est largement portée par l'ensemble des manifestant·es avec comme mot d'ordre « à partir du 1^{er} mai 1906, on ne travaille plus que 8 heures ».

Il faudra attendre le 23 avril 1919, pour que le Sénat français ratifie la loi sur les 8 heures, alors que le gouvernement craint une grève générale. A titre exceptionnelle le 1^{er} mai 1919 est déclaré chômé et payé.

C'est en 1947, que le 1^{er} mai devient férié.

ET LE MUGUET ?

Suite aux événements du 1^{er} mai 1891 à Fourmies, l'égantine devient le symbole du mouvement de lutte des ouvriers en mémoire au sang versé... Il faudra attendre le gouvernement de Vichy pour que Pétain impose le muguet comme fleur du 1^{er} mai pour remplacer l'égantine « trop prolétarienne, trop rouge, trop révolutionnaire »....

DÉDALE ET LE MINOTAURE



Le site de Bretonneau peut quelques fois s'apparenter à un vrai labyrinthe. C'est pourquoi, depuis notre déménagement, nous n'avons cessé de demander à notre direction de mettre en place une signalétique claire afin que les collègues puissent nous localiser facilement.

Eh bien que nenni, à croire que nous leur faisons peur. Car depuis près de 6 mois,

toujours pas de panneaux. Devra-t-on nous-mêmes installer cette signalisation ? Tel un fil d'Ariane, que les collègues puissent nous rencontrer ?

ALLEZ, NOUS LEUR LAISSONS ENCORE UNE CHANCE DE SE RATTRAPER ET EN ATTENDANT NOUS VOUS PROPOSONS UN P'TIT PLAN.

SUD du CHRU de Tours - mai/juin 2019



Le plan des locaux syndicaux de Bretonneau

PROCÈS FRANCE-TELECOM POURQUOI IL NOUS CONCERNE TOUTES ?

EN PLEIN PROCÈS DE FRANCE TÉLÉCOM POUR LES AGISSEMENTS DES DIRIGEANTS AYANT CONDUIT À DES DIXAINES DE SUICIDES, VOICI UN TRACT (LÉGÈREMENT MODIFIÉ) DE NOS CAMARADES DE SUD PTT QUI SONT À LA POINTE DE LA LUTTE.

TOUTE RESSEMBLANCE AVEC DES SITUATIONS EXISTANTES OU AYANT EXISTÉES DANS LA SANTE EST PARFAITEMENT FAITE EXPRÈS

Jusqu'à mi juillet se déroule le procès France Telecom/Orange.

L'entreprise et sept dirigeants sont poursuivis pour harcèlement moral suite aux suicides, tentatives de suicides et dépressions des employé-es de France Telecom/Orange. Ce procès et le verdict qui en découlera concernent les pratiques de l'ensemble des entreprises. A l'heure des déstructurations tout azimut, des fusions absorptions, des appels à projet, et tout ce qui précarise et casse nos outils et collectifs de travail, c'est tou-ttes les salarié-es qui sont concerné-es.

Ce qui se déroule dans les salles du nouveau TGI de Paris pourrait donc conduire à un précédent : la condamnation d'une entreprise et de ses dirigeants pour avoir mis en place un système global, notamment par des réorganisations incessantes, qui a conduit des salarié-es de l'entreprise à se suicider, mais aussi à essayer de se suicider.



Le verdict qui sera prononcé nous intéresse au plus haut point. La Poste, comme la SNCF et d'autres entreprises publiques ou administrations, subit elle aussi des réorganisations, elle a aussi connu une vague de suicides au moment de la Présidence Bailly. Croire que la page est tournée serait d'ailleurs une erreur. La Poste est passée devant le tribunal le 13 mai dernier, pour la mort d'un sous-traitant effectuant la livraison de colis. Comme pour Orange/France Telecom, c'est SUD qui est à l'initiative de la démarche.

Plus globalement, ce sont les répercussions du management et des réorganisations sur nos vies au travail et notre vie privée qui sont en jeu. L'échelle du processus de



harcèlement moral qui a sévi à France Telecom Orange est parfaitement comparable à celle que nous pouvons connaître dans le groupe La Poste. Même indifférence aux situations personnelles impactées par les réorganisations, même idéologie sur le fait qu'il n'y ait pas d'alternative à la marche du progrès, à la concurrence "libre et non faussée".

SURTOUT, LE MÊME DÉNI FACE À DES SITUATIONS CRITIQUES, AUX EFFETS DES RESTRUCTURATIONS, À LA CAUSALITÉ DES DRAMES QUI SURVIENNENT EN RELATION DIRECTE AVEC "LE CHANGEMENT".

Pour SUD, l'aspect systémique du harcèlement moral chez France Télécom Orange doit permettre aux milliers de victimes d'exiger des réparations. (...).

Les pratiques managériales qui ont sévi et sévissent encore à France Telecom comme à La Poste doivent aussi servir d'avertissement dans le cadre de la loi de réforme sur la fonction publique. Un projet qui comporte tous les ferments du mal-être au travail. Plus que jamais l'unité syndicale est nécessaire pour contrer ces pratiques.

SI « LES ÉCHOS » (PAS DES FOURMIS) LE DISENT

"Les Échos", journal au service des entreprises et des capitalistes, écrivait au sujet du procès dans ses pages :

"On imagine sans mal les sérieuses conséquences que cette logique pénale nouvelle pourrait avoir sur nombre d'entreprises. C'est, dès lors, toutes les transformations d'entreprises à statut, comme la SNCF ou La Poste, ... qui vont se retrouver concernées directement".

POUR SUD, LA SANTÉ DES SALARIÉ-ES PASSERA TOUJOURS AVANT LE PROFIT DES ENTREPRISES. NOUS ESPÉRONS QUE DES DIRIGEANT-ES SERONT CONDAMNÉS POUR QUE CHAQUE CADRE EXERÇANT UN MANAGEMENT BRUTAL ET PAR LA TERREUR SACHE QU'IL N'EST PLUS À L'ABRI ET QUE CHAQUE DIRECTEUR SACHE QU'IL NE POURRA PLUS LES PROTÉGER.

Solidaires Unitaires Démocratiques

Les contacts et militant-es syndicaux-ales sont à votre disposition en cas de besoin ou pour tout renseignement.

Permanences du lundi au vendredi de 9h à 17h à Bretonneau: Tel/fax: 7 3762 / 02 47 47 37 62

Permanences les mercredi et jeudi de 9h à 17h à Trousseau: Tel: 7 8417 / fax 7 8418

Permanences le jeudi de 9h à 17h à Clocheville: Tel 7 9592 / 02 34 38 95 92

DECT du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail): 7 07 84

Et de 8h00 à 20h00: 06 15 08 62 22 - Mail: sudsantesociaux37@gmail.com - Site: www.sudsantesociaux37.org

BAUDRY François Centrale Ambulances	73333	GUILBERT Marie-Christine Neuro-chir Bretonneau	78827
BELLAH Jamal UCPA	75579	HAMEAU Sébastien Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921
BENHARRAT Afif UCPA	75579	JOULIN Eveline Pédopsychiatrie	78847
BOUTANT Bruno Jardin Trousseau	78417	MERLET Sandra Neuro-chir Bretonneau	78827
BULIAN Mario Service électrique Trousseau	72077	METAIRY Frédéric SICS Radio	73762
BRUNET Charlène UDTA	73762	MONGAULT Charlie Psy B rdc	71638
CHOUPEAUX Véronique Pharmacie Trousseau	78727	NIQUET Pascal Logistique hôtelière	77836
COGNARD Marie Laure ORL Bretonneau	74289	PAPIN Philippe Pôle anesthésie réa Trousseau	78417
COGNEE Cécile Neuro Bretonneau	70664	PINEAU Samantha Brancardage Bretonneau	73540
COQUEREAU Isabelle Dermato A	78128	POUJOL Anthony Logistique hôtelière	73762
COUPET Isabelle Neuro Bretonneau	70664	POVOA Victor Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921
DAMAS Alexis CPTS psy B	75974	PRINTANIER Emilie Dermato C	78129
DEBON Christophe Chambre funéraire Trousseau	74678	SEGUIN Damien SICS nuit Bretonneau	73762
DELAHAIE Gilles Archives	73189	SILNIQUE Stéphanie CPTS Psy A	70637
DENIZOT Corinne Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921	TURPIN Joël CPU Ado	73828
DUVERGER Françoise Neuro-chir Bretonneau (nuit)	76921		
FERNANDES Olivier UCPA Trousseau	72727		
FIE Josette Admissions Trousseau	78369		
GADRAT Nicolas Manutention Trousseau	75730		
GALMARD Julie Pneumologie	73762		
GARNIER Anita Urgences Trousseau (nuit)	79000		
GAUCHET Stéphanie Olympe de Gouge	73762		
GERMAIN Michèle Consultations Trousseau	74608		
GIRARD Marie-José ORL Bretonneau (nuit)	74289		
GOUMARD Cédric Sécurité Trousseau	72108		



Ce journal est gratuit. Il est financé et imprimé par le syndicat SUD et tiré à 2500 ex.

AU THEATRE CE SOIR

« Viens chercher bonheur »

Sur le site www.adopt!uneAS.com, Groupe de presse **DUVIVIER**

Mme Naïve de l'étonnée : Un p'tit selfi par-là, clic ! Un p'tit selfi par-ci, clic ! Clic !

Mme De syndiquée : Mais dis donc le moral est revenu, tu rayannes !

Mme Naïve de l'étonnée : Tu as raison, je suis en SUPERRRRRR forme. J'ai appris récemment que la direction organisait des speed dating au CHU. Alors vu nos horaires, je compte bien en profiter et dire adieu au célibat !!! Clic ! Clic !

Mme De syndiquée : Un speed-dating ! Non tu confonds, la direction organise maintenant des Job dating.

Mme Naïve de l'étonnée : Ou là là. Moi qui m'étais mise sur mon 31, eh bien je peux aller me rhabiller.

Mme De syndiquée : Tu peux surtout remettre ta tenue de travail. Le vivier est tellement vide comme ils disent à la direction, qu'ils sont obligés de sortir l'artillerie lourde pour recruter. Interview à la radio, description féérique des possibilités d'évoluer au CHU. En résumé ce n'est plus un passage piéton en face de Bretonneau mais un tapis rouge !!!

Mme Naïve de l'étonnée : Un job dating tu dis. Mais tu crois qu'ils vont réussir à nous trouver de nouveaux collègues. Parce qu'on en aurait rapidement besoin, ne serait-ce que pour prendre un peu de repos.

Mme De syndiquée : Le problème est que si les candidats se fient à l'annonce, on dirait qu'on leur propose le paradis. Alors qu'en réalité on vit l'enfer au quotidien. Les collègues qui n'en peuvent plus, les rappels à domicile réguliers, la difficulté d'avoir une vie privée, le manque d'effectif, la surcharge de travail, l'absence d'évolution professionnelle, le manque de formation... et encore la liste est longue.

Mme Naïve de l'étonnée : Oui tu as raison. Finalement, je prends un coup au moral là. Il faut arrêter de rêver en effet.

Mme De syndiquée : Oui il ne faut plus rêver mais se battre pour sauver nos boulots. Car là-haut ils ont tellement détruit nos conditions de travail que les vocations se font de plus en plus rares. Et quand on a de nouveaux collègues, ils ne veulent pas rester.

Mme Naïve de l'étonnée : Bon finalement, j'espère qu'il y eu des candidats et que surtout ils vont les titulariser...

Mme De syndiquée : Titulariser !!! là tu rêves encore ! Au mieux une succession de CDD afin que nos potentielles collègues soient dociles et corvéables à souhait. Et cela bien évidemment, ils ne l'ont pas mentionné lors de leur sketch médiatique.

Mme Naïve de l'étonnée : Arrête, ils vont t'accuser d'hôpital bashing.

Mme De syndiquée : Non ne t'inquiète pas, ce n'est pas moi qui détruit l'hôpital, ils sont bien assez doués pour le faire eux-mêmes. Bon, range ton appareil photo, et pour le reste on continue la lutte.



SUD SANTÉ SOCIAUX CHU DE TOURS

Suivez toute l'actualité des luttes du CHU sur notre page Facebook « [SUD Santé Sociaux CHU de Tours](#) »